

L'AFRIQUE ET LE LIBRE-ÉCHANGE EN AMÉRIQUE DU NORD

L'automne dernier le gouvernement canadien a annoncé qu'il participerait à des discussions tripartites sur le libre-échange avec le Mexique et les États-Unis. Ces discussions font suite à l'entente sur le libre-échange entre le Canada et les États-Unis qui est entré en vigueur au début de l'an dernier. Les discussions actuellement en cours visent à créer une vaste région de commerce libre englobant les trois principaux pays de l'Amérique du Nord.

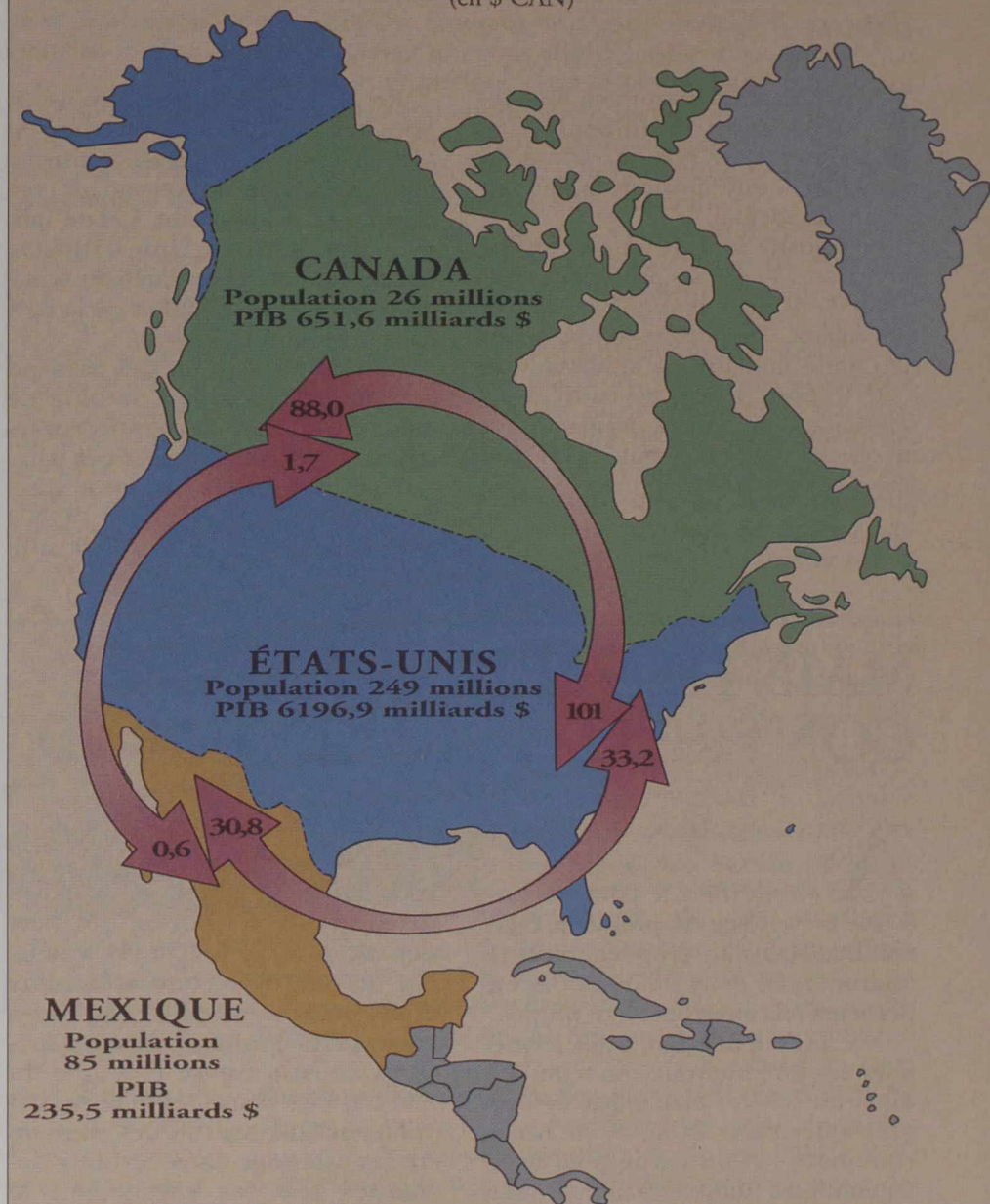
Déjà certaines questions se posent quant aux incidences d'un accord de la sorte sur les relations industrielles et commerciales du Canada avec les autres pays du monde et, en particulier, sur ses programmes d'aide au développement.

La position du gouvernement est catégorique à ce propos. À la question: le Canada devrait-il accroître ses échanges avec les pays en développement, tels l'Algérie, la Côte d'Ivoire, le Nigéria, le Zimbabwe, l'Inde, et la Pologne, pour ne pas parler du Mexique, de la Malaisie, ou d'autres, il est bien évident qu'il faut répondre par l'affirmative.

Le Canada offre des programmes d'aide internationaux, ainsi que des programmes spéciaux visant à favoriser le développement et entend continuer dans cette voie, qui est fondamentale à la politique économique et à la prospérité du pays.

Le Canada s'inscrit parmi les grands pays commerçants. En 1979, il était le dixième principal exportateur et importateur de marchandises au monde. En 1989, il occupait le septième rang. La prospérité du pays repose sur les échanges commerciaux et autres avec l'extérieur. Près de la moitié des produits canadiens sont exportés et plus de trois millions d'emplois tiennent au commerce extérieur.

Échanges commerciaux en Amérique du Nord en 1989
(en \$ CAN)



Pour maintenir sa force économique, le Canada doit poursuivre une politique d'accès libre et assuré aux marchés étrangers. C'est pourquoi le gouvernement canadien négocie des accords commerciaux internationaux. Citons, par exemple, l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT) sur lequel le Canada a toujours compté largement pour maintenir un système commercial mondial ouvert.

Si le Canada limitait ses relations aux pays qui jouissent du même niveau de vie et des mêmes programmes sociaux que lui, il ne lui

resterait vraiment pas beaucoup de pays avec qui maintenir des rapports.

Comme l'a fait remarquer un ancien ambassadeur du Mexique au Canada en réponse à une question qui lui était posée sur les effets sur l'industrie canadienne des salaires mexicains notamment plus bas que les salaires au Canada: «Si vous ne voulez pas avoir de relations commerciales avec des pays dont les salaires sont inférieurs aux vôtres, vous devez fermer vos frontières. La plupart des pays ont en effet des salaires inférieurs aux vôtres.» ■